

# Comité Femmes de la CRÉ de Montréal

## Plan d'action pour l'année 2005-2006

### AXE : PRISE EN COMPTE DES BESOINS ET DES PRÉOCCUPATIONS DES FEMMES PAR LES INSTANCES LOCALES ET RÉGIONALES

#### 1. Portrait socio-économique des femmes et des hommes selon les arrondissements

##### Contexte et objectifs :

Le Comité a produit le document « Des similitudes, des différences » en février 2005, sous forme de CD-ROM. Il s'agit maintenant d'en faire une large diffusion et de répondre à des demandes diverses de présentation du document.

##### Actions :

- Diffusion du document;
- Présentation, sur demande, du document.

#### 2. Entrepreneuriat au féminin

##### Contexte et objectifs :

Les femmes entrepreneures et les groupes montréalais travaillant à l'entrepreneuriat rencontrent des obstacles particuliers : financement, reconnaissance, etc. On constate également que la difficulté est encore plus grande pour les femmes immigrantes qui, pour plusieurs d'entre elles, ont un profil entrepreneurial. Il n'existe pas de façon formelle une table de concertation montréalaise sur l'entrepreneuriat féminin. Il n'existe pas non plus, à l'instar des jeunes entrepreneurs, des programmes de financement s'adressant spécifiquement aux femmes entrepreneures.

La situation vécue par les Montréalaises est également partagée par plusieurs femmes dans les régions : le seul programme québécois de financement s'adressant aux femmes entrepreneures ne s'adressent qu'aux femmes vivant dans les régions-ressources.

Depuis quelques mois, le Réseau des femmes d'affaires du Québec a reçu une somme importante du gouvernement fédéral pour créer le Centre d'entrepreneuriat féminin du Québec. Ce centre a son siège social à Montréal et devra établir sans doute des collaborations avec les groupes spécialisés déjà existants.

#### **Actions :**

- Se concerter avec les groupes montréalais préoccupés par la question;
- Soutenir la *Compagnie F* dans l'organisation d'une journée d'étude sur l'entrepreneuriat des femmes immigrantes vivant à Montréal;
- Participer au comité d'encadrement du Centre d'entrepreneuriat féminin du Québec (3-4 rencontres par année);
- En concertation avec les femmes impliquées dans les CRÉ de la rive-sud de Montréal, de Lanaudière, des Laurentides, de l'Outaouais, organiser une rencontre avec les ministres de la Condition féminine et du Développement régional.

### **3. Les Montréalaises et l'emploi**

#### **Contexte et objectifs :**

Plusieurs travaux du Comité ont permis d'avoir un portrait plus précis des travailleuses montréalaises. Aucune action plus spécifique n'a été entreprise par le Comité sur les femmes et l'emploi. Le Comité, cette année, voudrait jouer un rôle plus actif sur cette question. Ces premiers travaux amèneront sans doute des activités plus vastes pour l'année 2006-2007.

#### **Actions :**

- Organiser une rencontre de concertation avec les groupes spécialisés en employabilité pour les femmes pour voir les modes de collaboration avec le Comité aviseur Femmes d'Emploi-Québec et désigner, le cas échéant, une représentante montréalaise;
- Participer, s'il y a lieu, aux activités interrégionales du Conseil d'intervention pour l'accès des femmes au travail;
- En collaboration avec Emploi-Québec-Montréal et les groupes spécialisés concernés, amorcer des travaux permettant une meilleure préparation professionnelle des femmes détenues pour faciliter leur intégration socio-professionnelle.
- Dans le cadre d'une entente spécifique CRÉ – Ministère de l'Immigration et des communautés culturelles sur l'immigration et l'emploi à Montréal, suivre les travaux du futur comité et porter l'attention de ce comité aux problèmes d'emploi vécus par les femmes immigrantes.

#### **4. Concertation des partenaires à Montréal**

##### **Contexte et objectifs :**

Composé de représentantes des différents collèges électoraux de la CRÉ de Montréal, le comité maintiendra ses rencontres régulières, continuera ses représentations extérieures, soutiendra la représentante Femmes dans les instances de la CRÉ, recevra les demandes de collaboration et de participation.

Le comité aura particulièrement à suivre les travaux de la commission parlementaire sur une éventuelle politique en condition féminine, à établir des liens de collaboration avec les élu-e-s de toutes les villes de l'Île pour permettre une meilleure prise en compte des besoins et préoccupations des femmes.

Le Comité a également la charge d'encadrer le travail de la coordonnatrice et des contractuelles tout au long de l'année.

##### **Actions :**

- Suivre l'actualité régionale et provinciale et agir au besoin;
- Encadrer le travail de la coordonnatrice et des contractuelles;
- Assurer la bonne marche du plan d'action;
- Participer aux activités publiques de la CRÉ de Montréal et à ses différents comités (familles, immigration...);
- Rencontre du collège électoral Femmes et mise sur pied d'un mécanisme de concertation;
- Susciter, au besoin, des concertations régionales sur des enjeux spécifiques.

#### **AXE : PARTICIPATION DES FEMMES DANS LES INSTANCES LOCALES RÉGIONALES**

#### **5. Création d'un réseau d'échanges, de concertation et d'influence pour les Montréalaises**

##### **Contexte et objectifs :**

Depuis plus de dix ans, le gouvernement du Québec a développé une politique en condition féminine à laquelle s'est ajoutée en 1997, en conformité avec la Politique de soutien au développement local et régional, une cinquième orientation – La place des femmes dans le développement des régions – afin de stimuler l'atteinte de l'égalité entre les femmes et les hommes. C'est dans cette perspective, que le CRD de Montréal a créé le comité Femmes et développement régional en 1998; lors de sa création, ce

comité a été soutenu financièrement par le Ministère des Affaires municipales et de la Métropole. Le comité a depuis développé une expertise en développement régional et en condition féminine. Plusieurs actions ont eu pour but d'accroître la présence des femmes dans les instances locales et régionales : campagne lors des élections municipales, scolaires et dans le réseau de la santé et des services sociaux. Le comité a aussi produit des documents pour une meilleure prise en compte des besoins et des préoccupations des femmes dans les instances locales et régionales : portrait socio-économique comparatif des femmes et des hommes, utilisation de l'analyse différenciée selon les sexes dans une structure régionale, participation importante lors du Sommet de Montréal. Pour une liste exhaustive des travaux du comité, on peut consulter l'annexe 1. Malgré tout le travail effectué et les avancées certaines concernant l'égalité des femmes, force est de reconnaître qu'il nous faut poursuivre le travail. D'ailleurs c'est toujours l'objectif poursuivi par le gouvernement du Québec, qui a dans le document *Briller parmi les meilleurs*, dans la section *Une vision du Québec que nous voulons*, réaffirme que « l'égalité des femmes et des hommes sera exemplaire ».

Plusieurs réseaux formels (Tables des groupes de femmes de Montréal, Table régionale des centres de femmes, Conseil des Montréalaises, les comités de condition féminine dans les syndicats, le RAFS, les CALAC, les 3 tables en violence...) et informels (femmes travaillant en entrepreneurship, les femmes d'affaires, les femmes des diverses communautés culturelles, les chercheuses dans les universités...) ont à cœur la participation des femmes dans l'espace régional et la prise en compte des besoins et des préoccupations des femmes dans les instances locales et régionales. Chaque groupe a son plan d'action et génère des actions publiques; certains groupes ont des sites Internet, d'autres pas; certaines activités mieux financées jouissent d'une meilleure publicité alors que d'autres restent méconnues. La multiplicité des acteurs régionaux préoccupés par la condition féminine fait en sorte qu'il est difficile d'identifier la force et le dynamisme de tous ces acteurs.

Ceci entraîne une invisibilité des actions et une méconnaissance interréseaux. Il est temps de reconnaître et faire connaître comment collectivement les femmes représentent un pouvoir politique, comment elles sont actrices et partie prenante de développement régional. Il faut se concerter pour conjuguer nos efforts et jouer pleinement un rôle d'influence.

### **Actions :**

Tenue d'une journée d'action régionale où les réseaux sont appelés à se faire connaître, identifier leur rôle respectif et identifier des moyens pour rendre visible la part des femmes dans le développement politique, social, économique et environnemental de la région montréalaise.

Lors de cette journée, le comité Femmes et développement régional proposera :

- l'utilisation de son site Internet comme « vitrine », relais Internet, des actions féministes de la région;
- la mise en application d'un courrier électronique bi-mensuel aux abonné-e-s annonçant les nouvelles régionales;

- d'organiser une rencontre régionale annuelle portant sur un thème retenu par consensus par les réseaux montréalais.

## 6. Le mentorat politique au féminin

### Contexte et objectifs :

Le Comité est déjà associé avec le *Groupe Femmes, politique et démocratie* pour la réalisation d'un vaste projet de mentorat politique féminin. Actuellement, des projets-pilotes de dyades élu-e-s et candidates sont en cours pour les candidates aux élections municipales de l'automne 2005. Il est à noter que le *Groupe Femmes, politique et démocratie* ne possède actuellement aucun financement récurrent pour assurer son fonctionnement, n'a aucune permanence officielle ou salariée. Il jouit de financement pour des projets ponctuels. Ce groupe est reconnu pour sa capacité de mener à bien les projets qu'il entreprend. Pensons ici à la création d'une fondation permettant l'École d'été pour les candidates aux élections municipales de 2005. Ce groupe vient de recevoir le prestigieux *Prix Condorcet-Aron* du Centre de recherche et d'étude politique de Belgique; ce prix souligne les initiatives d'organismes ou de personnes engagés dans l'éducation à la démocratie.

Le présent projet permettra l'embauche d'une chargée de projet qui coordonnera et collaborera à la conception d'un programme de mentorat politique, à la formation des mentor-e-s et des mentorées, à la réalisation d'outils pédagogiques et à la diffusion de la formation dans diverses régions du Québec. Bien sûr, le projet devra tenir compte des réalités politiques des grandes villes comme Montréal où l'existence de partis politiques municipaux impliquent quelques particularités. Ainsi, une candidate montréalaise, avant de se présenter devant l'électorat, doit traverser les instances du parti et la campagne d'investiture. Elle doit aussi être en accord avec le programme du parti et, à tout le moins, travailler comme militante à y faire inscrire ses préoccupations. Il s'agit donc d'une toute autre démarche que celle d'une candidate indépendante qui, directement devant l'électorat, explique les raisons de son engagement. On sait, par ailleurs, qu'une des grandes limitations de la présence de femmes candidates dans les grands centres urbains est l'absence de réseaux près des pouvoirs politiques municipaux. Il faut aussi noter l'absence de moyens financiers. Nous croyons que travailler le mentorat politique, dans un contexte métropolitain, permettra de jeter un éclairage différent sur ces difficultés et y apporter des solutions. Ceci nous permettra également de jeter un regard sur les femmes candidates aux élections provinciales mais provenant des grands centres urbains. La réalisation de ce projet conjoint total est prévue sur deux ans et nous espérons qu'il permettra de mieux outiller les femmes qui veulent jouer un rôle politique actif. Les autres partenaires (UQAM, Groupe femmes, politique et démocratie) sont également à la recherche de financement complémentaire pour assurer la publication des documents, l'utilisation d'un bureau à l'université, etc. Ainsi, l'UQAM vient, officiellement, d'accepter de loger gratuitement l'éventuelle personne-ressource engagée pour le projet et le Service aux collectivités de l'UQAM s'est engagé à déposer une demande de financement complémentaire au ministère de l'Éducation

**Actions :**

- engagement d'une chargée de projet;
- mise sur pied d'un comité d'encadrement et tenue de rencontres.

**7. Suivi du Sommet de Montréal****Contexte et objectifs :**

Les travaux du Sommet de Montréal, qui a eu lieu en 2002, se poursuivront jusqu'en janvier 2007. Le Comité est très actif depuis le début des travaux dans deux chantiers : Femmes et Démocratie. Au chantier Femmes, il s'agit de poursuivre le soutien à la cheffe de délégation, de participer aux travaux du comité « Les Sommettes », de participer à la tenue d'un colloque sur l'égalité entre les femmes et les hommes identifiant des objectifs pour une éventuelle politique d'égalité des femmes et des hommes dans la ville, à l'élaboration d'une session de formation sur l'analyse différenciée selon les sexes.

Au chantier Démocratie, il s'agit de participer aux travaux du Chantier portant sur la Charte montréalaise des droits et responsabilités, la réflexion sur le cadre électoral 2009, les guides pratiques à l'intention des citoyennes et citoyens et à l'intention des promoteurs, le site Internet de la Ville sur la « vie d'une rue » et les consultations publiques sur le portail Internet de la Ville.

**Actions :**

- Sommettes : participation aux rencontres du comité, participation au sous-comité pour l'élaboration d'une session de formation sur l'analyse différenciée selon les sexes, soutien à la cheffe de délégation Femmes;
- Chantier Démocratie : participation aux travaux du chantier.

**8. Déclaration citoyenne****Contexte et objectifs :**

Le Comité a déjà engagé une somme de près de 12 000 \$ depuis janvier 2005 pour inciter les centres montréalais de femmes à jouer un rôle actif dans leur arrondissement. Quatre centres ont accepté de participer à un processus d'élaboration d'une Déclaration citoyenne : l'engagement du centre de femmes et ses préoccupations face au développement économique, politique, culturel et environnemental de son arrondissement et de sa région. Cette opération, qui se termine en juin, a été un succès

malgré un départ difficile : les centres de femmes étaient débordés par leurs propres activités, certains ne voyaient pas l'intérêt d'une telle démarche.

La démarche ayant suscité l'intérêt d'autres centres, nous poursuivrons cette activité en sollicitant la participation d'autres groupes de femmes ou majoritairement composés de femmes. De plus, les cinq centres qui ont déjà élaboré une *Déclaration citoyenne* aimeraient obtenir du soutien pour mettre en œuvre les actions découlant de leur déclaration et poursuivre les échanges intercentres.

**Actions :**

- Recruter des groupes et des centres intéressés par le projet;
- Animer les rencontres qui permettront aux groupes d'élaborer chacun une Déclaration citoyenne;
- Faire l'évaluation de cette formation;
- Élaborer un deuxième volet de soutien aux centres qui ont déjà produit une Déclaration citoyenne.

## **9. Militantes féministes et politique active**

**Contexte et objectifs :**

Le Comité a tenu une première rencontre exploratoire avec des militantes d'expérience dans les groupes de femmes où la question de départ était : pourquoi ne faites-vous pas de politique active (c'est-à-dire devenir une élue)? Nous voulions aller au-delà de la connaissance que nous avons déjà des obstacles vécus par les femmes qui veulent se lancer en politique (financement, conciliation famille-travail, manque de confiance en soi, absence de réseaux...). Cependant, s'adresser à des femmes déjà militantes et engagées dans leur milieu nous permet d'anticiper d'autres raisons au peu de participation des femmes en politique.

Nous aimerions poursuivre ces rencontres exploratoires avec des femmes militantes : des jeunes femmes, des femmes de 50 ans et plus, militantes dans les groupes populaires et communautaires, des femmes actives dans les réseaux de la culture, du sport, des loisirs, les femmes actives dans les associations pour personnes immigrantes.

**Actions :**

- Tenir trois nouvelles rencontres exploratoires;
- Faire un bilan des quatre rencontres.

## **10. DiverCité : L'impact des fusions municipales sur des clientèles particulières**

### **Contexte et objectifs :**

Le groupe de recherche DiverCité, composé de chercheur-e-s de l'Université d'Ottawa et de l'Université du Québec à Montréal, a pour objectif principal d'évaluer l'impact des fusions municipales à Ottawa et Montréal sur l'approche de gestion de la diversité de leur population et, plus particulièrement des femmes, des personnes issues de l'immigration, des minorités visibles, des familles à faible revenu, les familles monoparentales et les personnes âgées. Le Comité a été invité à participer au comité d'encadrement de cette recherche qui s'échelonne sur 3 ans.

### **Actions :**

- Participer aux réunions du comité d'encadrement en apportant une expertise sur les groupes montréalais de femmes et sur l'administration municipale
- Diffuser les travaux du groupe de recherche

## **11. Les aspirations des nouvelles retraitées**

### **Contexte et objectifs :**

Le Comité a déjà investi 25 000 \$ dans une recherche portant sur les aspirations sociales et professionnelles des femmes qui ont pris leur retraite entre l'âge de 55 et 64 ans. Cette recherche effectuée en partenariat avec le Service aux collectivités de l'UQAM (qui a ainsi dégrevé la professeure Anne Quéniart qui encadre trois assistantes de recherche) devrait être disponible en septembre 2005. Cette recherche permettra de disposer d'un outil d'animation pour des rencontres avec des nouvelles retraitées et les aînées vivant dans une métropole où la population est vieillissante et majoritairement féminine. Le but de ces rencontres est de faciliter la participation citoyenne de ces femmes, de créer un espace public de discussion intergénérationnel.

### **Actions :**

- Diffusion de la recherche;
- Tenue de 4 rencontres auprès des femmes visées;
- Bilan des rencontres et élaboration de pistes d'action permettant une meilleure participation citoyenne des femmes à la retraite.